

AMPLIFIONS LA MOBILISATION DANS LES FACS

NON AUX COUPES BUDGÉTAIRES !

POUR UN FINANCEMENT À LA HAUTEUR DES BESOINS DANS LES UNIVERSITÉS !

APPEL UNITAIRE DES ORGANISATIONS DE JEUNESSES ET SYNDICATS ÉTUDIANTS À LA GRÈVE ET LA MANIFESTATION LES 11 ET 13 MARS



Depuis fin janvier, des étudiants dans plus d'une vingtaine d'universités ont commencé à se réunir en assemblée générale et à se mobiliser. Rennes, Nantes, Toulouse, Caen, Lille, Nanterre, Paris, Lyon, Brest, Grenoble, et bien d'autres : la contestation contre les coupes budgétaires a commencé à prendre forme par des manifestations, des débrayages et des blocages. Ce fut le cas notamment le 11 février dernier lors de la journée d'action organisée à l'appel de l'inter-orga de jeunesse.

Depuis de nombreuses années, les attaques ne cessent de frapper l'université publique. La mise en place de la sélection à l'entrée a institué un tri entre les jeunes, ceux et celles qui auraient le droit de suivre des études et les autres qui, ne venant pas des bons milieux, n'auraient pas le droit d'étudier. L'enseignement privé s'est développé, encouragé et soutenu par l'Etat qui labellise à tour de bras, permettant à ces établissements de délivrer des diplômes reconnus par l'Etat, mais également en les finançant à hauteur de dizaines de millions d'euros chaque année. En parallèle, **les universités publiques, dont 60 sur 75 sont déficitaires, sont amputées de plus d'un milliard d'euros cette année, et ces coupes budgétaires n'impactent pas que les dépenses liées à l'enseignement, la recherche est elle aussi très durement touchée.**

Cette politique austéritaire ne fait que renforcer la sélection sociale instauré par MonMaster et Parcoursup qui empêche une partie de la jeunesse d'accéder à l'enseignement supérieur.

Alors que les facs doivent déjà aller chercher de l'argent dans le privé à cause de la loi de 2007 sur l'autonomisation des universités, **Emmanuel Macron cherche à faire passer son acte II de l'autonomisation des universités pour aggraver la situation.** Si cette mesure est adoptée, les universités auront le contrôle de leurs politiques d'emploi mais également sur les modalités pédagogiques, précarisant encore plus certains emplois et dégradant les conditions d'études. Non seulement Macron refuse de financer les universités publiques à la hauteur des besoins et voit dans le privé une solution mais cherche à casser tous les

droits étudiants via la fin des cadrages nationaux. Par ailleurs, l'autonomisation des politiques d'emploi dans des établissements déjà déficitaires signifie un accroissement du nombre de contrats précaires.

Face à cette destruction méthodique de notre enseignement supérieur public, personnels et étudiant-e-s se mobilisent. **Certaines présidences d'universités déroulent leur arsenal répressif, mains dans la mains avec le gouvernement qui ne veut pas voir naître une mobilisation d'ampleur sur les lieux d'études**, en appelant les forces de l'ordre pour faire taire toute forme de contestation. Les présidences portent une grande responsabilité dans la mise en place de l'autonomisation et donc de l'austérité. Par conséquent, elles ne doivent pas entraver les mobilisations car le mouvement social ne fait que réparer leurs erreurs.

Dans le même temps, encouragé par la montée du RN et par les politiques racistes et xénophobes du gouvernement, l'extrême-droite cherche à s'imposer à l'université et mène des opérations violentes pour tenter d'intimider des organisations de gauche et des étudiants qui s'opposent à leurs idées réactionnaires comme à Paris, Bordeaux ou encore Toulouse. **La jeunesse ne se laissera pas faire !**

Par ailleurs, nous rappelons que ces coupes budgétaires vont à l'encontre de l'ensemble de ce que nous portons pour l'enseignement supérieur et que **nous demandons la fin de la sélection sociales et racistes, le financement de l'ESR à hauteur de ses besoins, la fin de la répression sur l'ensemble des lieux d'études, la fin du plan "Bienvenue en France", la fin de la sélection et des plateformes Parcoursup et MonMaster.**

Nous appelons tous les étudiants à amplifier et construire la mobilisation la plus forte et dynamique possible. Nous pouvons faire reculer ce gouvernement et toute sa politique austéritaire et pro-patronale. En ce sens, les vacances de février, réparties en différentes zones, ne nous démobiliseront pas. Dans l'objectif de construire une mobilisation d'ampleur, syndicats professionnels, syndicats étudiants et organisations de jeunesse appellent à plusieurs dates de mobilisation nationale à l'issue des vacances de fin février. **Le 11 et 13 mars, nous appelons la jeunesse à des journées de grèves et de mobilisation !**

D'ici là, nous appelons à construire la mobilisation sur chaque campus, en multipliant les journées d'actions locales afin d'y tenir des assemblées générales, des actions de sensibilisation et de mobilisation. C'est par notre nombre et détermination qu'on fera reculer cette politique !

